



# JOIN AND BE CHILD RIGHTS CONNECT

## NETWORK CONCEPT

## Introduction

Ce *Network Concept* décrit la raison d'être et le fonctionnement de Child Rights Connect. Il contribue à renforcer l'identité de Child Rights Connect en tant que réseau global et à optimiser son potentiel pour améliorer la réalisation des droits des enfants. Il vise à clarifier les questions systémiques à l'intérieur du réseau, dans le but de maximiser l'implication et la coopération de ses membres ainsi que le succès de Child Rights Connect.

Le *Network Concept* a été développé sur la base de consultations conduites avec les membres de Child Rights Connect en 2016. Il est gouverné par la Mission et les Statuts de Child Rights Connect. Le document lui-même a été développé par le Secrétariat et le Comité Exécutif.

En ligne avec l'évolution du réseau lui-même, le document se veut vivant. Le *Network Concept* va être développé et adapté en parallèle avec le cycle de planification stratégique de Child Rights Connect.

Delia Pop

Présidente du Comité Exécutif de Child Rights Connect

Genève, avril 2017

## Table des matières

<b>1. Contexte</b> .....	4
<b>2. Vision, mission et objectif de Child Rights Connect</b> .....	4
<b>3. Nature du réseau</b> .....	5
<b>4. Adhésion</b> .....	5
<b>Engagements des membres</b> .....	6
<b>Bénéfices pour les membres</b> .....	7
<b>Responsabilités des membres</b> .....	8
<b>Gestion du réseau</b> .....	9
<b>Mise en œuvre du programme</b> .....	9
<b>Les <i>Task Forces</i></b> .....	10
<b>Les <i>Working Groups</i></b> .....	11
<b>Coordination régionale et nationale</b> .....	12
<b>Communauté de pratique et échange ad hoc et interaction</b> .....	12
<b>ANNEXES: Organisational Policies and Rules</b> .....	13
<b>Statutes</b> .....	13
<b>Directives Membres</b> .....	20
<b>Working Group Guidelines</b> .....	24
<b>Corporate Identity Guidelines for Members</b> .....	27
<b>Role of the Secretariat</b> .....	28

## 1. Contexte

Durant ses plus de 30 ans d'existence, Child Rights Connect a connu beaucoup de changements et de développements. Au tout début, le principal objectif du réseau était de faciliter l'établissement de rapports pour le Comité des Droits de l'Enfant des Nations Unies, alors nouvellement établi. Les membres de Child Rights Connect contribuèrent à ce travail par leur soutien financier et technique.

Alors même que l'objectif initial est resté un élément très important du travail de Child Rights Connect, l'organisation et ses programmes se sont développés au fil des années. Des nouveaux membres ont rejoint le réseau avec des attentes différentes ; un Secrétariat a été établi ; les particularités du travail ont changé en parallèle au développement du Comité des Droits de l'Enfant des Nations Unies et à la création du Conseil des droits de l'homme ; et avec les processus devenant mieux établis, de nouveaux domaines de travail se sont ajoutés.

Des décisions stratégiques ont été prises pour développer l'organisation afin qu'elle puisse relever ces nouveaux défis et saisir ces nouvelles opportunités. Parmi les modifications apportées, on peut citer l'amélioration de la communication et le changement de nom, passé de "Groupe d'ONG pour la Convention des droits de l'enfant" à Child Rights Connect en 2013. Il en résulta un changement graduel dans l'objectif de Child Rights Connect.

Au cours de la première année du Plan Stratégique 2015-2019, des évaluations internes et une évaluation externe ont confirmé que Child Rights Connect avait besoin de clarifier son identité et son fonctionnement en tant que réseau, et ceci afin de renforcer l'organisation et d'exprimer pleinement son potentiel comme réseau global qui vise à garantir la réalisation des droits des enfants.

Ce document représente un jalon dans le renforcement du réseau. Child Right Connect a maintenant une meilleure compréhension de l'objectif et du fonctionnement de son réseau : **Le réseau est, par définition, Child Rights Connect.**

## 2. Vision, mission et objectif de Child Rights Connect

Child Rights Connect est un réseau global qui vise à garantir la réalisation des droits des enfants.

La raison d'être générale du réseau est donnée par la **Vision** de Child Rights Connect : "*Child Rights Connect envisage un monde dans lequel tous les enfants jouissent de leurs droits, tels que définis par la Convention des Droits de l'enfant*" et sa **Mission** : "*La réalisation des droits des enfants à travers le système des droits de l'homme des Nations-Unies.*"

L'objectif du réseau est énoncé dans les [statuts, article 3](#) [p.13], adoptés par l'Assemblée Générale en 2016.

### 3. Nature du réseau

Child Rights Connect est constitué de près de 100 organisations indépendantes. Il est unique dans sa portée mondiale et sa diversité, constituant une voix globale forte et crédible sur la question des droits des enfants.

Child Rights Connect est guidé par les valeurs suivantes :



### 4. Adhésion

L'adhésion à Child Rights Connect est ouverte aux "organisations de la société civile et réseaux d'ONG, qui se sont engagés à partager la vision de Child Rights Connect et son objectif..." ([statuts, article 4](#) [p.14]). Les membres de coalitions et d'organisations fédératrices sont encouragés à travailler avec Child Rights Connect à travers leur organisation mère.

Les membres font partie du réseau et y participe, mais restent autonomes. Ils contribuent au réseau et en bénéficient.

En rejoignant le réseau, les organisations déclarent partager la vision commune de Child Rights Connect et ses objectifs stratégiques, et adhérer aux règles communes décrites dans ce *Network Concept* et ses annexes : [Organisational policies and rules](#) [p.13].

Le personnel des organisations membres représentent leurs organisations dans Child Rights Connect. A travers des actions communes, elles représentent aussi Child Rights Connect vis-à-vis des partenaires stratégiques et du grand public (voir [Corporate identity guidelines for members](#) [p.26]).

## Engagements des membres

Les membres contribuent au réseau en partageant leurs atouts, expérience, savoir et leur portée programmatique (voir [Engagements des membres](#) [p.21]).



En tant que membres, les organisations peuvent aussi influencer les objectifs stratégiques et les politiques générales du réseau à travers la participation aux consultations et aux votes lors de l'Assemblée Générale.

Les activités du réseau sont mises en œuvre par les membres, les groupes de membres, le Secrétariat ou le Secrétariat avec certains membres ou groupes de membres.

**Les activités des *Working Groups* et les activités auxquelles le Secrétariat participe sont des activités du réseau, mais toutes les activités des membres ne sont pas nécessairement des activités du réseau.** Les activités des membres peuvent devenir des activités du réseau si elles sont mises en œuvre dans le cadre du plan stratégique et des plans de travail annuels, ou en coopération avec le Secrétariat.

## Bénéfices pour les membres

Les membres bénéficient de leur association avec un réseau global reconnu, partenaire de confiance des organes des droits de l'homme des Nations-Unies (voir [Bénéfices pour les membres](#) [p.20]).



## Responsabilités des membres

Les membres de Child Rights Connect ont l'obligation de remplir un certain nombre de responsabilités fondamentales (voir [Responsabilités des membres](#) [p.21]) :



Lisez [Comment devenir membre](#) [p.22] et à propos de la [Cessation d'adhésion](#) [p.22] dans les [Directives d'adhésion](#) [p.20].

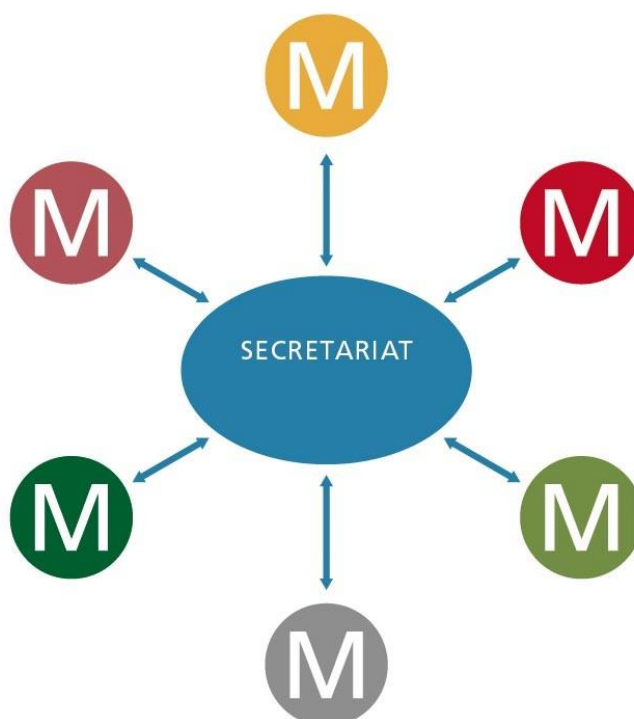


## Fonctionnement du réseau

### Gestion du réseau

Afin d'assurer l'administration, la coordination et le développement professionnel du réseau, le Secrétariat :

- Administre les adhésions
- Assure la préparation et la coordination des événements du réseau
- Facilite la communication vers et depuis les membres avec des outils, plateformes et guides d'orientation, qui incluent :
  - Partager l'information des membres avec le réseau élargi
  - Recueillir de l'information sur les développements relatifs aux droits de l'enfant aux Nations Unies et la partager avec le réseau
  - Développer et maintenir différents outils de communication pour assurer une communication efficace dans le réseau, telles les actualités de membres, le site internet et les réseaux sociaux.



*Schéma 1 : Gestion du réseau*

### Mise en œuvre du programme

Le Secrétariat dirige le développement, la révision, le planning et la mise en œuvre du plan stratégique en coopération avec les membres. Il met en œuvre et assure directement la coordination de certains domaines de travail ; et contribue à d'autres domaines de travail dirigés par des membres. Chaque domaine de travail est défini dans un plan de travail détaillé.

Les tâches sont divisées afin d'en assurer l'efficacité et d'éviter toute duplication. Pour ce faire, les membres communiquent avec le Secrétariat, qui partage ensuite l'information avec le réseau entier.

## Les Task Forces

Une *Task Force* peut être créée par le Secrétariat pour coordonner les membres intéressés par un projet ou une activité menée par le Secrétariat. Le Secrétariat dirige et coordonne les *Task Forces*.

Les membres qui s'engagent à coopérer dans une *Task Force* doivent fournir des ressources humaines suffisantes pour mettre en œuvre les tâches convenues conjointement dans la *Task Force*. Les *Task Forces* ont la responsabilité de préparer, mettre en œuvre et faire le suivi de l'information et de l'engagement du réseau entier dans leur domaine respectif.

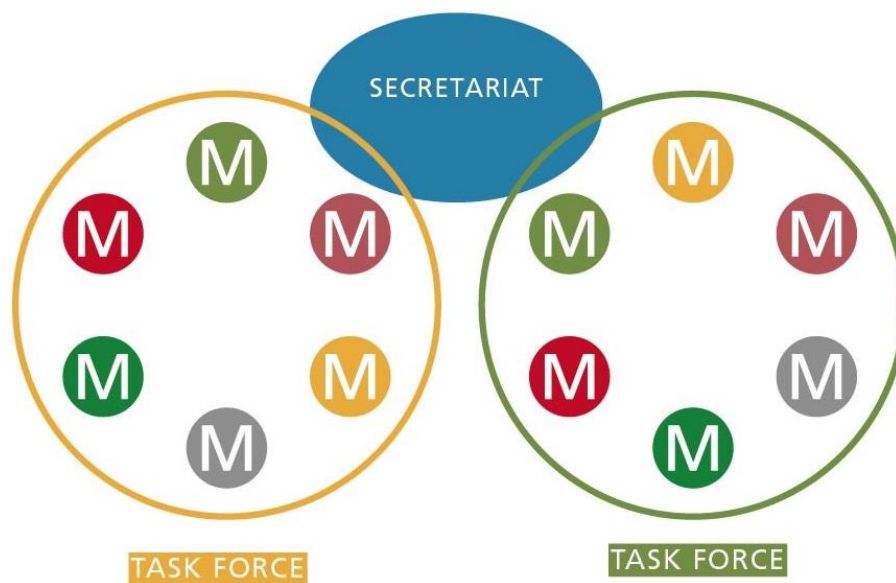


Schéma 2 : Les Task Forces Child Rights Connect

## Les Working Groups

Les groupes de travail, appelés *Working Groups*, sont initiés et conduits sur l'initiative d'au moins trois membres de Child Rights Connect, comme décrit dans les [statuts, article 4](#) [p.14] et dans les [Working Groups Guidelines](#)[p.23]. Les membres peuvent eux-mêmes s'attribuer une tâche spécifique, un objectif ou un projet qu'ils souhaitent mener conjointement.

Les *Working Groups* font partie intégrante du réseau de Child Rights Connect. Lorsqu'ils agissent à l'intérieur d'un groupe de travail, les membres représentent aussi bien leurs propres organisations, et doivent pour cela adhérer aux règles et politiques de Child Rights Connect. Les questions spécifiques des *Working Groups* reflètent les principales priorités du réseau, complétant les objectifs stratégiques généraux comme définis dans le plan stratégique.

Le Secrétariat relaye l'information et harmonise les processus de planification des *Working Groups* afin de maximiser les synergies, tout en maintenant l'autonomie des *Working Groups* dans la définition de leurs priorités.

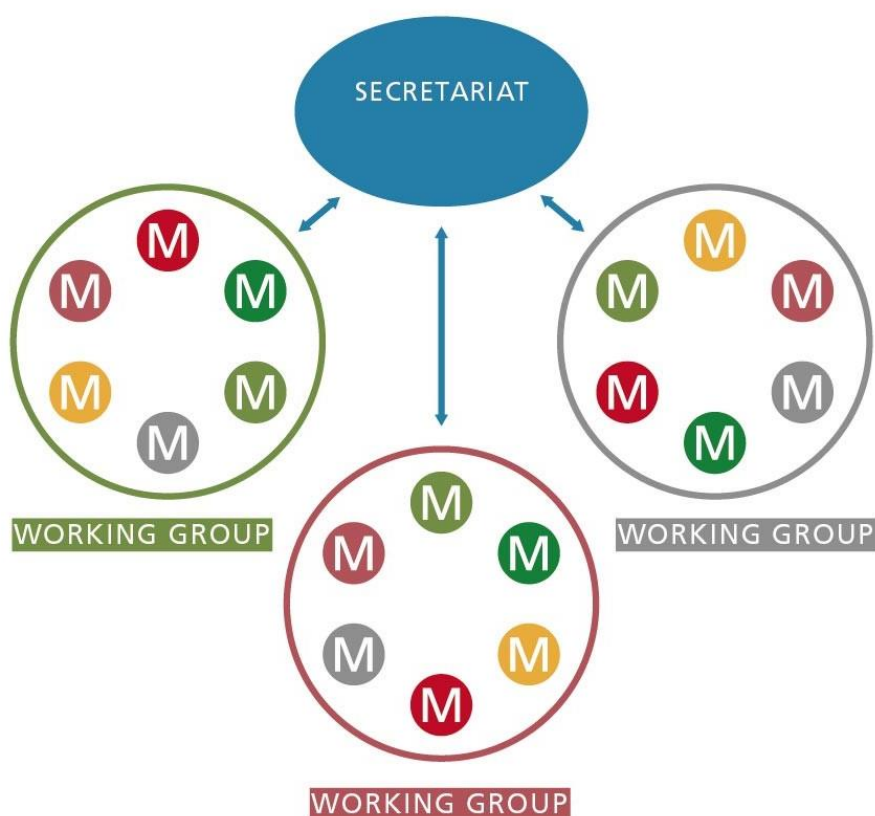
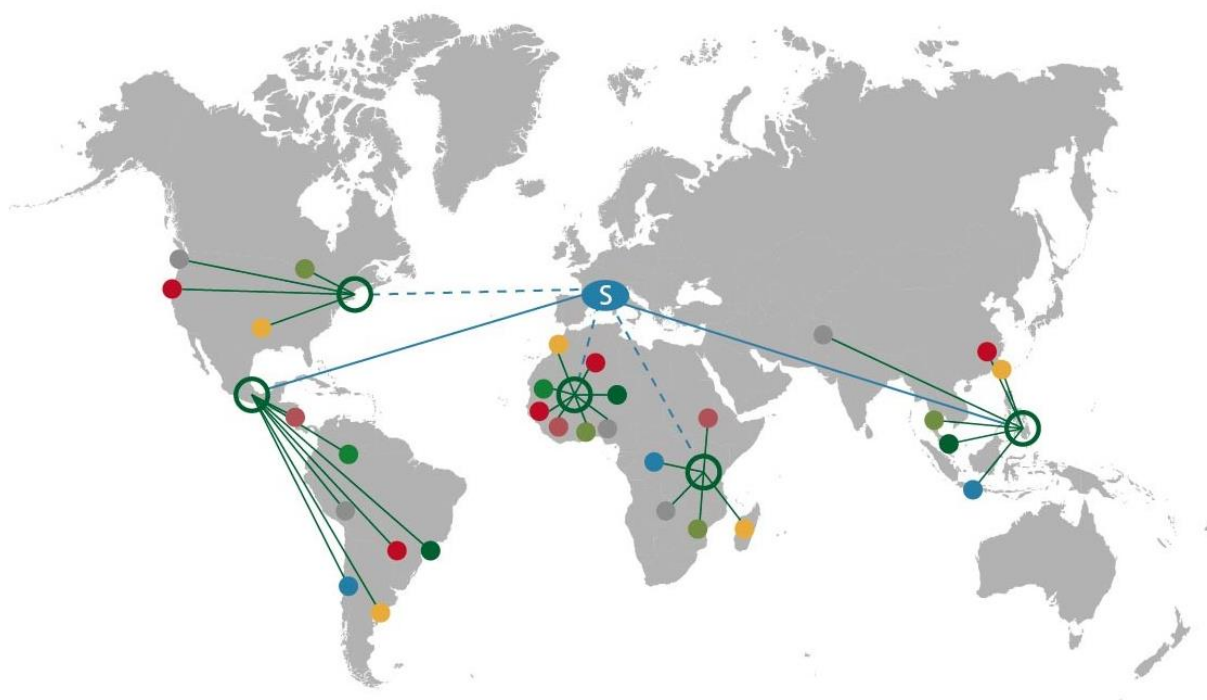


Schéma 3 : Les Working Groups de Child Rights Connect

## Coordination régionale et nationale

Agissant conformément aux priorités de Child Rights Connect, et se concentrant sur des objectifs de réseautage explicites, le réseau étend sa portée et crée des liens aux niveaux régional, national et international.

Les membres sont encouragés à agir comme des pôles régionaux ou nationaux et à soutenir l'échange d'informations, la formation et la coordination.



*Schéma 4 : Coordination régionale de Child Rights Connect*

## Communauté de pratique et échange ad hoc et interaction

Les membres de Child Rights Connect sont encouragés à interagir et à échanger avec les membres et le Secrétariat par d'autres manières de façon à promouvoir les objectifs de Child Rights Connect.

Des communautés de pratique peuvent être initiées quand le besoin se fait sentir sur une base ad hoc. Les membres de tels groupes se réunissent volontairement pour partager et développer leur savoir, résoudre des problèmes communs, et se soutenir mutuellement pour trouver des réponses. A titre d'exemple, on peut citer la collecte de fonds, les communications ou la gestion de réseau.



## ANNEXES: Organisational Policies and Rules

# Statutes

### PREAMBLE

Child Rights Connect began its activities as an informal group under the name of “Ad Hoc NGO Group for the drafting of the United Nations Convention on the Rights of the Child” in 1983. At the Founding Assembly on October 23, 1998, the General Assembly formed as “NGO Group for the Convention on the Rights of the Child” by adopting its statutes under articles 60-79 of the Swiss Civil Code referring to associations. The statutes were revised and adopted by the General Assembly on November 23, 2007. Amendments of articles 14 and 20 were approved by the General Assembly on June 29, 2010. The amendment of the statutes replacing “NGO Group for the Convention on the Rights of the Child” with the new name “Child Rights Connect” was approved by the General Assembly on March 11, 2013.

A general revision of the statutes was undertaken by the Executive Committee starting in June 2014 and the present statutes were adopted by the General Assembly on March 4, 2016.

### I NAME, HEADQUARTERS, DURATION AND PURPOSE

#### Article 1

Child Rights Connect is a non-profit association of NGOs governed by the present statutes and by Articles 60-79 of the Swiss Civil Code. It is politically neutral and non-denominational.

#### Article 2

The headquarters of Child Rights Connect is in the Canton of Geneva (Switzerland).

The duration of Child Rights Connect is unlimited.

#### Article 3

The purpose of Child Rights Connect is to advocate for and support the full implementation of the UN Convention on the Rights of the Child and its Optional Protocols for the realisation of children’s rights worldwide. Child Rights Connect does this by convening and engaging with civil society and other relevant actors, by fostering cooperation, and by empowering children’s rights defenders, including children, to meaningfully participate in global advocacy for children’s rights at different levels.

## **II MEMBERSHIP**

### **Article 4**

Membership of Child Rights Connect is open to civil society organisations and networks of NGOs, which are committed to the vision of Child Rights Connect and the purpose as stated in article 3.

### **Article 5**

Member organisations are obliged to fully adhere to the statutes, organisational policies and rules of Child Rights Connect and to pay the membership fees.

Member organisations are expected to actively participate in the activities of Child Rights Connect.

### **Article 6**

Requests to become a member organisation must be addressed to the Executive Committee of Child Rights Connect in writing. The Executive Committee recommends applicants complying with the Child Rights Connect membership criteria to the General Assembly. The General Assembly approves the admission of new member organisations by a simple majority vote.

### **Article 7**

Member organisations can terminate their membership through a written resignation, notifying the Executive Committee at least six months before the end of the financial year of Child Rights Connect.

Membership may be terminated by the General Assembly by a simple majority vote upon the recommendation of the Executive Committee for good cause.

In all cases of termination of membership, the membership fee for the year of termination remains due.

## **III FINANCIAL RESOURCES**

### **Article 8**

The financial resources of Child Rights Connect are derived from

- Membership fees
- Donations and legacies
- Public and private grants
- Revenue from events conducted by Child Rights Connect
- Any other resources authorised by the law.

### **Article 9**

Only the assets of Child Rights Connect can be used for obligations and commitments contracted in its name. Members have no personal liability.

Members of the Executive Committee are also personally liable for their illicit acts.

## **IV GOVERNANCE ORGANS**

### **Article 10**

Child Rights Connect includes the following organs:

1. The General Assembly
2. The Executive Committee
3. The Secretariat.

## **V GENERAL ASSEMBLY**

### **Article 11**

The General Assembly is the supreme organ of Child Rights Connect. It consists of all members of the association.

### **Article 12**

The General Assembly has the authority and duty to:

- Approve and amend the statutes
- Admit and terminate membership
- Elect the members of the Executive Committee and the president
- Appoint a Statutory Auditor for the accounts
- Grant discharge to the Executive Committee
- Approve the formation and dissolution of Working Groups
- Approve the strategic plan
- Approve the annual reports and financial statements
- Validate the annual plans and budgets
- Set the annual membership fees
- Decide to dissolve Child Rights Connect.

### **Article 13**

The General Assembly holds its ordinary meeting once a year. Member organisations are expected to attend and actively participate in General Assembly meetings.

It may hold extraordinary meetings when necessary by the request of the Executive Committee or by the written request of minimum of one fifth of the member organisations of Child Rights Connect.

Meetings can be held physically or at distance, and votes can be conducted virtually.

The president shall inform the members of the date and the draft agenda of the General Assembly in writing at least eight weeks in advance.

Member organisations can propose additional agenda points for the agenda minimum six weeks prior to the meeting. The president includes these agenda points in the final agenda.

The members shall register to attend or to vote by proxy at the General Assembly four weeks prior to the meeting.

The detailed information, including enclosures, shall be sent to each member at least 10 days prior to the date of the meeting.

#### **Article 14**

The General Assembly meeting is chaired by the president of Child Rights Connect. If the president is not available, the General Assembly is chaired by the vice president, the secretary, or the treasurer.

#### **Article 15**

The General Assembly meeting is considered valid, if a minimum of one third of the voting member organisations are represented either physically or by proxy.

If the quorum is not reached, a renewed General Assembly meeting – conducted with physical presence or remote participation - is organised one month later, which is valid, irrespective of the number of members represented.

#### **Article 16**

Decisions of the General Assembly are taken by a simple majority vote of the member organisations represented (physically or by proxy).

Decisions concerning the amendment of the statutes or the dissolution of Child Rights Connect require the approval of a two-thirds majority of the member organisations represented (physically or by proxy) at the General Assembly meeting.

#### **Article 17**

Every member organisation has one vote in the General Assembly, if the membership fee for the previous year has been paid according to the regulations for membership fees.

Any voting member organisation that is unable to attend the General Assembly may appoint another voting member organisation to vote on their behalf (voting by proxy). Voting by proxy has to be announced to the Secretariat in writing a minimum of seven days prior to each General Assembly meeting.

Any nominated proxy organisation may only vote on behalf of a maximum of two other member organisations.

Votes are by show of voting cards and show of proxy cards.

Voting can take place by secret ballot, if at least one member organisation requests it.

#### **Article 18**

The General Assembly can admit observers from other NGOs, international or governmental organisations. Observers can participate in the General Assembly with an advisory role. They have no vote.

### **VI EXECUTIVE COMMITTEE**

#### **Article 19**

The Executive Committee is mandated by the General Assembly to provide strategic guidance, as well as managerial and fiduciary oversight, to the secretariat of Child Rights Connect and to represent Child Rights Connect externally.



The Executive Committee has the authority and responsibilities as specified in the Terms of Reference for the Executive Committee, approved by the General Assembly.

The Executive Committee is accountable to the General Assembly.

#### **Article 20**

Members of the Executive Committee are elected by the General Assembly from among individuals from member organisations by a simple majority vote.

Candidates for the Executive Committee have to be nominated by a member organisation and seconded by at least one additional member organisation.

Members of the Executive Committee are acting in their personal capacity.

Members of the Executive Committee are elected for a term of two years, which can be renewed twice, i.e. a maximum of six years. After three full terms, a minimum of one year must elapse before the person can be nominated again.

#### **Article 21**

The president is elected by the General Assembly from among the members of the Executive Committee by a simple majority vote.

The term of office of the president is two years with the possibility of re-election for one additional term, i.e. a maximum of four years.

#### **Article 22**

The Executive Committee is composed of a minimum of seven and a maximum of eleven members. The Executive Committee can add up to a maximum of three additional members by co-option.

There can be no more than one person from each member organisation standing for elections to the Executive Committee.

#### **Article 23**

The Executive Committee meets at least three times a year or more often, if the interests of Child Rights Connect require.

Regular meetings are initiated upon invitation of the president. Additional meetings can be summoned by written request of at least three members of the Executive Committee.

#### **Article 24**

The Executive Committee is chaired by the president of Child Rights Connect. If the president is not available, the Executive Committee is chaired by the vice president, the secretary, or the treasurer.

The director of Child Rights Connect is an ex-officio member of the Executive Committee with a consultative status and has no vote. Other employees of Child Rights Connect can be invited as non-voting members for consultation, information and to take minutes of the meeting.

The Executive Committee can summon closed meetings at its discretion.

#### **Article 25**

An Executive Committee meeting reaches a quorum when at least half of the members are present either physically or by teleconference.

#### **Article 26**

Decisions of the Executive Committee are taken by consensus or by a simple majority vote. In case of deadlock, the chairperson shall have the casting vote.

#### **Article 27**

The Executive Committee establishes a bureau consisting of the president, a vice president, a secretary and a treasurer.

The terms of office of the members of the bureau are two years with the possibility of re-election for two additional terms, i.e. a maximum of six years.

#### **Article 28**

The bureau coordinates the work between the Executive Committee and the Secretariat.

The bureau and the members of the bureau have the authority and responsibilities as specified in the Terms of Reference.

### **VII SECRETARIAT**

#### **Article 29**

Child Rights Connect has a Secretariat, which, under the guidance of the Executive Committee, is entrusted with the implementation of the strategic plan as well as the operational and financial management of Child Rights Connect, according to the decisions of the Executive Committee and the General Assembly.

#### **Article 30**

The director is appointed by the Executive Committee and is responsible to ensure the professional management and administration of the Child Rights Connect network, its programmes, its office and the Secretariat staff.

### **VIII WORKING GROUPS**

#### **Article 31**

A minimum of three Child Rights Connect member organisations can form into a working group, in order to collaborate on issues related to the purpose, mission and strategy of Child Rights Connect.

Working groups commit to operate in the framework of the Child Rights Connect regulations for working groups.

#### **Article 32**

Working groups are confirmed or dissolved upon the recommendation of the Executive Committee by a simple majority vote of the General Assembly.

### **Article 33**

Working groups appoint a convenor or two co-convenors. Any person representing a member organisation, who is part of the working group, can be elected as convenor. The convenor is appointed for a minimum of two years. This term can be renewed twice.

In the case of two co-convenors, the working group appoints a contact person for the General Assembly, the Executive Committee and the Secretariat of Child Rights Connect for planning, reporting and coordination purposes.

## **IX STATUTORY AUDITOR**

### **Article 34**

The General Assembly appoints or confirms an independent Statutory Auditor every year, for a maximum term of five years, who shall audit the accounts and prepare the report for the General Assembly, in conformity with Swiss law.

The Statutory Auditor is entitled to demand, at any time, the presentation of the accounting books and documents.

## **X GENERAL PROVISIONS**

### **Article 35**

Child Rights Connect is legally bound by joint signature of two representatives of the Executive Committee or authorised employees of the Secretariat, as defined in the financial policy and the signatory procedures. The financial policy and signatory procedures are validated by the Executive Committee.

### **Article 36**

The financial year commences on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December.

## **XI DISSOLUTION**

### **Article 37**

The dissolution of Child Rights Connect can only be decided by a General Assembly specially convened. The call for such a General Assembly has to be announced at least one month in advance of the suggested date for the General Assembly.

A majority of three-quarters of the votes of members represented is required to decide on dissolution.

### **Article 38**

Should Child Rights Connect be dissolved, the General Assembly shall designate the body in charge of the liquidation of its assets. The available assets have to be transferred to a non-profit organisation pursuing public interest goals similar to those of Child Rights Connect, and likewise benefiting from tax exemption. Under no circumstances can the assets be returned to the founders or members, nor may they use a part or a total of assets for their own benefit.

These statutes were adopted by the General Assembly of March 4, 2016.



## Directives Membres

### Bénéfices pour les membres

En tant que membre de Child Rights Connect, les bénéfices se traduisent par :

- L'accès à une expertise sur les organes des Droits de l'homme des Nations Unies
- La réception d'informations sur les problématiques et sur les développements en lien avec les droits de l'enfant aux Nations Unies
- L'obtention d'informations sur les autres organisations membres
- L'optimisation de votre travail par la participation aux activités jointes, évènements et plaidoyers
- La participation aux *Working Groups* ou le lancement de *Working Groups* sur vos questions prioritaires
- La participation aux *Task Forces*
- Les activités de renforcement de capacités du réseau, l'apprentissage et le partage d'expertise avec les autres membres
- La promotion des activités de votre organisation auprès d'un large public
- Le réseautage, le partage et l'échange de savoir et d'expérience au sein du réseau, et l'élargissement du réseau personnel et professionnel
- L'influence sur le développement stratégique de Child Rights Connect en :
  - contribuant activement au développement des politiques et stratégies ;
  - participant à l'Assemblée Générale ;
  - étant élu comme membre du Comité Exécutif de Child Rights Connect.

### Critères d'adhésion

L'adhésion à Child Rights Connect est ouverte aux organisations indépendantes de la société civile et réseaux d'ONGs qui s'engagent dans la Convention des Droits de l'Enfant des Nations Unies, ainsi qu'à partager la Vision et l'Objectif de Child Rights Connect.

Les membres de coalitions et d'organisations fédératrices sont encouragés à travailler avec Child Rights Connect à travers leur organisation mère.

Pour faire une demande d'adhésion, les organisations doivent :

- remplir ces critères ;
- être prêtes à assumer toutes les responsabilités de membre et s'engager à fournir d'autres contributions au réseau ;
- être recommandées par au moins un membre de Child Rights Connect pour l'adhésion.

## Responsabilités des membres

Les responsabilités des membres de Child Rights Connect sont :

- Adhérer pleinement aux statuts et aux politiques et règles organisationnelles de Child Rights Connect
- Payer les frais d'adhésion annuelle en amont de l'Assemblée Générale, et fournir le budget annuel ainsi que les comptes de tout organisation/coalition membre
- Garantir l'allocation de temps/ressources humaines pour son engagement auprès du réseau afin de contribuer aux objectifs stratégiques
- Informer le Secrétariat de tout changement significatif dans l'organisation, tel que le changement de la personne de contact, de nom, de statuts, vision ou mission, ou de dissolution de l'organisation
- Informer le Secrétariat de ses activités distinctes qui pourraient se recouper ou être en conflit avec le travail du réseau

## Engagements des membres

En plus des responsabilités de base, les membres sont invités à s'engager à :

- Participer et contribuer à l'Assemblée Générale, aux questionnaires et consultations, ainsi qu'aux autres événements de Child Rights Connect
- S'engager dans des actions de playdoyer commun
- Participer et contribuer aux *Working Groups* et *Task Forces*
- Partager des informations, bonnes pratiques et expertises au sein du réseau
- Travailler à travers la Vision, Mission, et les Objectifs Stratégiques de Child Rights Connect
- Etablir des liens et partenariats avec d'autres réseaux et coalitions
- Créer et utiliser les synergies
- Augmenter la visibilité de Child Rights Connect
- Sensibiliser de potentiels nouveaux membres et donateurs à Child Rights Connect et les inviter à rejoindre et soutenir l'organisation
- Lever des fonds pour les projets communs
- Soutenir le fonctionnement de base de Child Rights Connect avec des fonds additionnels

## Cotisations

Les cotisations sont cruciales pour assurer la pérennité de Child Rights Connect. Elles constituent généralement les seuls fonds non-assignés pouvant être utilisés pour constituer des réserves, et être alloués en cas de déficits financiers.

A travers leurs cotisations et d'autres contributions, les membres expriment leur soutien et leur engagement à Child Rights Connect, ce qui est un indicateur clé de pertinence du réseau pour de nouveaux donateurs potentiels.

Le montant dû par chaque organisation membre dépend du budget annuel de l'année du paiement :

Budget annuel (en Francs Suisses, CHF)	Cotisation annuelle
Moins de CHF 500'000	CHF 150
CHF 500'000 – CHF 1'000'000	CHF 500
CHF 1'000'000 – CHF 2'000'000	CHF 1'000
CHF 2'000'000 – CHF 5'000'000	CHF 2'500
CHF 5'000'000 – CHF 25'000'000	CHF 5'000
CHF 25'000'000 – CHF 50'000'000	CHF 10'000
Plus de CHF 50'000'000	CHF 15'000

Pour les coalitions, réseaux ou organisations fédératrices, il existe deux options pour déterminer le montant des cotisations :

- S'ils basent leur cotisation sur le budget de leur secrétariat coordinateur, seul le secrétariat bénéficie de l'adhésion à Child Rights Connect. Tout partage d'information, toute coordination et toute autre diffusion à leurs membres doivent être assurés à travers leur propre secrétariat.
- S'ils souhaitent que leurs membres puissent profiter des bénéfices réservés aux membres de Child Rights Connect, les cotisations doivent être basés sur le budget global de l'organisation fédératrice.

Clause additionnelle : Pour les membres qui octroient à Child Rights Connect des fonds pour le fonctionnement ou pour des projets à hauteur de CHF 20'000 ou plus, les cotisations (en plus des fonds pour le fonctionnement / projets) seront plafonnées au maximum à CHF 5'000, voire moins si un taux inférieur s'applique.

Les cotisations doivent être payées avant l'Assemblée Générale, dans les 30 jours suivant la réception de la facture envoyée par le Secrétariat de Child Rights Connect.

### Comment devenir membre

Les organisations qui remplissent les critères d'adhésion sont invitées à candidater à travers la plateforme de Child Rights Connect : <http://www.childrightsconnect.org/membership-application/>

La date limite de dépôt de candidature est le 31 décembre de chaque année.

Le Comité Exécutif analyse les candidatures annuellement et recommande les organisations qui remplissent tous les critères et conditions à l'Assemblée Générale pour admission.

Le Comité Exécutif se réserve le droit de ne pas recommander des organisations à l'Assemblée Générale à sa propre discrétion.

### Démission

Les organisations membres peuvent démissionner par écrit, notifiant les Comité Exécutif au moins six mois avant la fin de l'année civile. La lettre de résignation doit être envoyée au Secrétariat, qui va ainsi en informer le Comité Exécutif.

Les membres qui n'adhèrent pas aux principales responsabilités sont exclus de Child Rights Connect sur préavis du Comité Exécutif, puis confirmation par l'Assemblée Générale. Dans tous les cas de fin d'adhésion, les frais d'adhésion pour l'année de cessation restent dus.



## Working Group Guidelines

### **Purpose and Criteria of Working Groups**

The purpose of Child Rights Connect Working Groups is to allow members to collaborate on issues related to the purpose, mission and strategy of the network. The Working Groups form an integral part of the network.

The specific issues of Working Groups are defined by members, and reflect the priority issues of the network for discussion and advocacy at international level, in addition to the work defined in the strategy and led by the Secretariat.

Working Groups consist of a minimum of three Child Rights Connect members, who agree on an area for collaboration, including other interested members of the network, for the course of at least 3-5 years.

Working Groups have a convener or two co-conveners, who are defined by the members of the Working Group for a time period defined by the members of the Working Group.

For any given time Working Groups have one main responsible person to be the contact person with the Secretariat of Child Rights Connect.

### **Formation of Working Groups**

Member organisations wishing to form a Working Group on a specific issue need to identify at least two additional members committed to engage in the Working Group.

The three members identify a convener or two co-conveners for the Working Group, the name of the Working Group, and its purpose and objectives.

With this information, they can apply to become a Child Rights Connect Working Group by contacting Child Rights Connect's Secretariat.

Applications are reviewed by the Executive Committee once a year, and Working Groups corresponding to the criteria are recommended to the General Assembly for confirmation.

Deadline for submission of the application is three months before the General Assembly.

### **Dissolution of Working Groups**

If a Working Group has achieved its objectives or fulfilled its purpose, or if there are less than three members who want to continue the collaboration on that issue, the members can decide to dissolve the Working Group.

Information about the dissolution of the Working Group needs to be submitted to the Secretariat before the General Assembly with reasons for the dissolution, and the minutes of the meeting, where



the dissolution was decided by all members of the group. The dissolution is communicated to the General Assembly by the Executive Committee.

If a Working Group breaches the rules and policies of Child Rights Connect, if it is not active for the course of more than one year and/or if the convenors are not fulfilling their responsibilities, the Executive Committee can decide to recommend to the General Assembly to dissolve the Working Group.

### **Participants in Working Groups**

#### *Members of working groups:*

Members of Child Rights Connect can become members of Working Groups. The members of Working Groups can decide to invite other organisations to contribute to the work of the group as follows:

#### *Observers:*

Organisations can participate in Child Rights Connect's Working Groups as observers without membership status for one year before applying for membership at Child Rights Connect. Observers have consultative status, but no voting rights, should decisions be taken by vote.

#### *Strategic Partners:*

Expert Agencies that are not eligible to become members of Child Rights Connect, can participate in the Working Groups as strategic partners. Strategic Partners have consultative status, but no voting rights, should decisions be taken by vote.

### **Responsibilities**

*Members of Working Groups* are responsible to dedicate sufficient time to actively participate in the work of the group, to respond to requests from the convenor, and to ensure dissemination of information within their organisation.

*Observers* are expected to dedicate sufficient time to actively participate in the work of the group, to respond to requests from the convenor, and to apply for membership at Child Rights Connect after one year, if they are interested in continuing participation in the Working Group.

#### *Conveners*

Conveners are responsible:

- to coordinate and manage the Working Group, ensure participation and joint decision taking regarding the planning, implementation, communication, reporting, acceptance of new members or dissolution of the Working Group.
- to ensure that the Working Group adheres to the rules and policies of Child Rights Connect, including the [Corporate Identity Guidelines for Members](#) [p.26].

- to ensure that the Working Group defines its own rules of procedures for decision taking (consensus, voting, etc.), distribution of tasks and responsibilities.
- to ensure that all members and observers are contributing to the work of the group, to exclude inactive members from the group, and to update the list of members, observers and strategic partners annually.
- to make all relevant information on the work of the Working Group accessible to all members of Child Rights Connect, by uploading plans, meeting agendas and minutes on the member space of the website.
- to submit the annual plan and budget of the Working Group to the Secretariat by September 15 of the previous year, and the annual report by January 15 of the following year.
- to ensure reporting of the work of the Working Group at the General Assembly.
- to liaise with the Secretariat for exchange on substance, to seek expert advice and to develop synergies with other Working Groups and the network as a whole.
- to ensure the Working Group's collaboration with the Secretariat for financial issues and fundraising.

### **Coordination and Information Sharing with the Network**

The Secretariat ensures a member space on the website, where all members of Child Rights Connect can receive all relevant information about the work of the Working Groups, such as annual plans, reports, meeting agendas and minutes, as well as other relevant information.

Materials and publications developed by the Working Groups and webcasts of events are made accessible to the broader public on the Child Rights Connect website.

### **Funding of Working Group activities**

Working Group activities are mainly funded by the members of the group through in-kind contributions (working time) and covering of expenses for activities and events.

If the budget allows, Child Rights Connect can contribute to the expenses of events. In order to increase budgets for Working Groups, Child Rights Connect is committed to raise funds for the Working Groups in collaboration with the Working Group members.

Members should consider channelling funds for Working Groups through the Secretariat of Child Rights Connect. Timely planning and full-cost budgeting by the Working Groups is crucial for being successful in this endeavour.



## Corporate Identity Guidelines for Members

### Use of Name

The name, Child Rights Connect (as registered with the World Intellectual Property Organisation) must always appear in full. It must never be abbreviated or translated.

### Child Rights Connect Logo

The logo must not be altered in any way. It must always include both the picture and the name of the organisation, unless an exception is specifically approved by the Secretariat.

The size of the logo may be modified within reason, but the name of the organisation must be visible and legible.

### Logo Usage

Members may use the Child Rights Connect logo without written agreement from the Secretariat only in relation to their work within a Working Group.

Working Groups are obliged to use the name and logo of Child Rights Connect.

The Child Rights Connect logo can be used together with the logos of the members of the Working Group if the following are the case:

- All members of the Working Group agree.
- The logo of Child Rights Connect must be complemented with an indication, that it refers to the Working Group, and that the other logos are the ones of the Working Group members.
- Logos of Observers and Strategic Partners of the Working Group must appear separately.

### Representation of Child Rights Connect

Members may represent Child Rights Connect in the frame of officially communicated and approved activities: in Working Groups, Task Forces, Secretariat-led projects or other activities when invited by the Secretariat or the Executive Committee.

Official advocacy positions of Child Rights Connect must be within the frame of the Statutes, Vision, Mission and Strategic Plan of Child Rights Connect. They can be elaborated by Working Groups or the Secretariat.

If ad-hoc groups of members wish to issue an advocacy position or conduct an event in the name of Child Rights Connect and without the participation of the Secretariat, a written request needs to be addressed to the Executive Committee for approval.



## Role of the Secretariat

The Statutes state (Article 29):

*Child Rights Connect has a Secretariat, which, under the guidance of the Executive Committee, is entrusted with the implementation of the strategic plan as well as the operational and financial management of Child Rights Connect, according to the decisions of the Executive Committee and the General Assembly.*

As a formal network with its own vision, mission and goals, the strategic and operational work of the Secretariat has internal and external objectives. The internal objectives concern the functioning and development of the network itself, the external objectives concern programmatic activities.

The Secretariat, therefore, has two major functions: 1) to administer, coordinate and strengthen the network, and 2) to lead the implementation of the work in cooperation with members towards achieving the goals, strategic and annual objectives of Child Rights Connect.

### **Network Management**

The Secretariat is responsible to ensure professional administration, coordination and development of the network. The activities entail:

- Membership administration: management of contacts, membership fees, providing information to members about the network and its functioning
- Ensure preparations and coordination for network events: General Assembly, meetings of the Executive Committee, other network events.
- Ensure information to and involvement of members in network activities:
  - Communications: website, member space on website, member news
  - Working Groups: provide guidance to form and coordinate Working Groups, ensure communication and synergies between Working Groups, support in funding and communications.
  - Share information from members
  - Create space and opportunities for members' interaction and exchange
- Inform members of network activities and involve them:
  - Reach out to members for joint advocacy action, expert inputs, etc.
  - Lead and coordinate Task-Forces
  - Involve members in overlapping areas of work and when relevant

## **Programme Implementation**

The Secretariat develops the annual work plans based on the Strategic Plan and in consultation with members, which describes the network areas of work and activities. The Secretariat leads the implementation of the annual work plans in cooperation with the members.

The Secretariat is directly operational in the implementation of certain areas of work and activities, leads the coordination of these areas of work with members, and contributes to other areas of work in the lead of members, as defined in the work plan.

For the strong positioning of the network and successful implementation of the work the following principles are important:

- The work is defined based on complementarity of work done by the members and work done by the network, as well as identification of synergies.
- Tasks are divided in order to ensure efficiency, and to avoid duplication. This is possible through systematic communication from members to the Secretariat, which ensures systematic and timely sharing of this information to the whole network.